



Le premier congrès de l'Internationale Communiste

La légitimité du premier congrès de l'Internationale Communiste

Lorsque Lénine revint d'exil, il écrivit les thèses d'avril 1917 qu'il exposa aux bolcheviks : il y avait l'espace pour une prise du pouvoir par les masses. Un nouveau régime pouvait être institué :

« Non pas une république parlementaire, - y retourner après les Soviets des députés ouvriers serait un pas en arrière, - mais une république des Soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans le pays tout entier, de la base au sommet. »

Parmi les points exposant ce programme qui allait se concrétiser dans la révolution d'Octobre 1917, Lénine mentionne notamment celui-ci :

« Rénover l'Internationale. Prendre l'initiative de la création d'une Internationale révolutionnaire, d'une Internationale contre les sociaux-chauvins et contre le « centre ». »

Lénine exposait ainsi la nécessité de dépasser la seconde Internationale, dont les dirigeants avaient soutenu la première guerre mondiale impérialiste et par conséquent trahis. Cependant, cela impliquait aussi le rejet de ceux relativement peu critiques du nationalisme ou bien se cantonnant dans une position intermédiaire, « centriste ».

Il fallait quelque chose de franc, en rupture avec les pseudos-pacifismes petit-bourgeois. Ce point fut également souligné lors de la septième conférence de Russie du Parti Ouvrier Social-Démocrate (bolchevik) de Russie, s'étant tenue du 7 au 12 mai 1917.

Début 1919, alors que l'armée rouge organisée protégeait et développait la révolution d'Octobre 1917, Lénine considéra que la réalisation de cette nouvelle Internationale était souhaitable et nécessaire. La *Pravda* publia le 24 janvier 1919 une invitation internationale à ce sujet.

La fondation de l'Internationale Communiste s'appuyait avant tout sur un constat : le mouvement révolutionnaire allemand s'est mis à la hauteur du mouvement révolutionnaire russe, au sens où il est parti à l'assaut du pouvoir et ce de manière armée, avec comme mot d'ordre le pouvoir soviétique.

Ainsi, un mois même avant la tenue du premier congrès de l'Internationale Communiste, Lénine constatait qu'elle existait déjà dans les faits. Dans sa *Lettre aux Ouvriers d'Europe et d'Amérique*,

publié le 24 janvier 1919 dans la *Pravda*, il affirmait de manière très claire :

« Le 20 août 1918, seul notre parti, le Parti bolchévik, avait résolument rompu avec l'ancienne Internationale, la IIe Internationale des années 1889-1914, qui avait fait honteusement faillite pendant la guerre impérialiste de 1914-1918.

Seul notre parti s'était entièrement engagé dans une voie nouvelle, abandonnant un socialisme et un social-démocratie déshonorés par leur alliance avec la bourgeoisie exploiteuse, pour passer au communisme ; abandonnant le réformisme et l'opportunisme petit-bourgeois qui imprégnaient et imprègnent entièrement les partis officiels social-démocrates et socialistes, pour adopter une tactique véritablement prolétarienne, une tactique révolutionnaire.

Maintenant, le 12 janvier 1919, nous voyons déjà nombre de partis prolétariens communistes, non seulement dans le cadre de l'ancien empire du tsar, par exemple en Lettonie, en Finlande, en Pologne, mais aussi en Europe occidentale, en Autriche, en Hongrie, en Hollande et, enfin, en Allemagne.

Lorsque la «Ligue Spartacus» allemande, conduite par ces chefs illustres, connus du monde entier, ces fidèles partisans de la classe ouvrière que sont Liebknecht, Rosa Luxemburg, Clara Zetkin, Franz Mehring, eut rompu définitivement tout lien avec les socialistes comme Scheidemann et Südekum, avec ces social-chauvins (socialistes en paroles et chauvins en fait), qui se sont à jamais déshonorés par leur alliance avec la bourgeoisie impérialiste, spoliatrice, d'Allemagne et avec Guillaume II, lorsque la «Ligue Spartacus » se fut intitulée « Parti communiste d'Allemagne», alors la fondation de la IIIe Internationale, de l'*Internationale Communiste*, véritablement prolétarienne, véritablement internationaliste, véritablement révolutionnaire, devint un *fait*.

Formellement, cette fondation n'a pas encore été consacrée, mais, en réalité, la IIIe Internationale existe dès à présent. »

Une conférence se focalisant sur l'Allemagne

Pour Lénine, dès lors que les spartakistes partaient à l'assaut du ciel, alors la IIIe Internationale existe déjà concrètement. Or, les communistes allemands considéraient quant à eux qu'il était prématuré de fonder l'Internationale Communiste. Le premier congrès de l'Internationale Communiste allait donc trouver une voie.

Concrètement, celui-ci s'est déroulé du 2 au 19 mars 1919, à Moscou ; ce n'est que le troisième jour qu'il fut rendu public, afin de faciliter son organisation exigeant souvent des voyages clandestins pour les délégués présents.

Son objectif, c'était donc sa propre fondation. Il s'agit en effet d'un congrès constitutif et par conséquent ce qui comptait avant tout, c'est l'assentiment du Parti Communiste d'Allemagne au projet. Preuve des difficultés, le délégué allemand insista, avec succès, pour que le congrès s'ouvre simplement comme « conférence communiste ».

Le premier rapport prononcé fut d'ailleurs celui du délégué du Parti Communiste d'Allemagne, qui présenta la situation après l'échec de l'insurrection de janvier et parla d'une grande actualité

révolutionnaire, avec une économie allemande prête à s'effondrer alors qu'il y a de larges mouvements de masse.

Auparavant, Lénine, qui avait ouvert le congrès, avait également demandé en premier lieu aux personnes présentes de se lever en l'honneur des « meilleurs représentants de la IIIe Internationale, Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg », assassinés lors de l'échec de la révolution allemande.

Dans le discours de clôture, Lénine souligna pareillement le rapport entre les bolcheviks russes et les spartakistes allemands :

« Que la bourgeoisie du monde entier continue à sévir, qu'elle pourchasse, emprisonne et même assassine spartakistes et bolcheviks, cela ne lui servira de rien. Cela ne pourra qu'éclairer les masses et les déterminer à s'affranchir de leurs vieux préjugés bourgeois démocratiques et à se retremper dans la lutte.

La victoire de la révolution prolétarienne est assurée dans le monde entier : la constitution de la République Soviétique Internationale est en marche. »

La question allemande est donc présente à tous les niveaux ; la question de la révolution mondiale était celle de la révolution allemande. C'était Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg qui avaient porté le flambeau de l'élargissement de la vague révolutionnaire commencée en Russie et tout reposait désormais sur la capacité des communistes d'Allemagne.

Signe de l'hégémonie de cette question, lorsque le délégué français, Jacques Sadoul, prend la parole, la première chose qu'il fait est de s'excuser... pour ne parler ni allemand, « la langue du socialisme international », ni russe, « qui sera demain déjà la langue du communisme international », ne parlant que le français, « qu'on doit qualifier de langue de la révolution d'autrefois ».

La vague révolutionnaire en formation

L'idée de Lénine était en 1919 la suivante : la révolution russe a réussi, il y a une effervescence en Allemagne, la gauche de la social-démocratie devient souvent communiste et le principe des « soviets » se répand comme méthode universelle d'organisation prolétarienne. Il faut donc battre le fer quand il est chaud.

Tel n'était pas le point de vue du KPD. Le délégué du Parti Communiste d'Allemagne prit ainsi le premier la parole lors de ce qui a suivi les rapports : le débat sur la ligne de l'Internationale Communiste. Il souligna que les communistes allemands n'étaient nullement contre la fondation de celle-ci, mais que contrairement aux communistes russes et finlandais, ils pensaient qu'il fallait de la prudence et y aller par étapes.

Le délégué allemand explique qu'il y avait la crainte d'une cérémonie pompeuse de fondation, pour des résolutions finalement de papier ; les travailleurs appréhendaient selon lui une telle démarche dans les pays occidentaux. On reconnaît bien entendu ici le traumatisme de l'échec de la seconde Internationale, qui s'est brisée sur le déclenchement de la première guerre mondiale.

De plus, il insista sur les tâches pratiques, demandant un haut niveau de structuration encore impossible à atteindre, et liées à l'objectif de la prise du pouvoir. Or, selon lui, c'est incompatible avec la présence au congrès de gauches de la social-démocratie n'ayant somme toute pas encore fait une réelle rupture avec l'esprit de conciliation avec la bourgeoisie.

Ce n'était pas l'approche des communistes russes, qui envisageaient les choses de manière particulièrement dynamique.

Pour cette raison, les voix des délégués ne dépendaient pas de la taille de leur parti, mais de l'importance de leur pays. Ils étaient considérés comme les représentants de leur prolétariat et on voit bien qu'il est considéré que, rapidement, les communistes feraient la conquête des masses.

Ainsi, au premier congrès, où il y a 35 délégués avec une voix décisionnelle, on a le Parti Communiste de Russie qui dispose de 5 voix, tout comme le Parti Communiste d'Allemagne, la Gauche française dite de Zimmerwald et le SLP américain. Or, si les communistes russes ont pris en charge un État, si les communistes allemands ont une base de masse et une longue expérience historiquement, ni les Français ni les Américains ne disposent de quelque chose de réellement ancré.

Leur importance est déterminée par leur situation historique dans le capitalisme et par le potentiel historique en résultant.

Ont trois voix les délégués de pays de taille moyenne : le Parti Communiste de l'Autriche allemande, le Parti Communiste de Hongrie, la gauche de la social-démocratie suédoise, le Parti social-démocrate de Norvège, le Parti social-démocrate de Suisse, la Fédération révolutionnaire balkanique (les Tesnjaki bulgares et le Parti Communiste roumain), le Parti Communiste de Pologne, le Parti Communiste de Finlande, le Parti Communiste d'Ukraine.

Ce sont là des organisations motivées, déterminées, avec un véritable engagement, une réelle conscience de l'enjeu historique.

Disposent d'une voix le Parti Communiste de Lettonie, celui de Lituanie et de Biélorussie, celui d'Estonie, celui d'Arménie, celui des colonies allemandes (en Russie), ainsi que le groupe unifié des peuples orientaux de Russie.

De manière consultative sont présentes plusieurs organisations, comme le groupe communiste français, le groupe communiste tchèque, le SDP de Hollande, le groupe communiste des Slaves du sud, etc.

En pratique, tout cela ne représente pas grand-chose, voire rien du tout à part les Russes et les Allemands, ainsi que les Finlandais et les Hongrois, mais aussi les Bulgares et les Norvégiens. Toutefois, c'était une initiative marquante dans un contexte explosif. Rien que la tenue d'une telle conférence, alors que la Russie était entièrement coupée du reste de l'Europe et pratiquement inaccessible en transports, était un grand marqueur politique.

Les participants au congrès en avaient tout à fait conscience.

Les discussions sur la ligne

Si le délégué allemand exprima les doutes du KPD, le paradoxe est que c'est lui qui, avec Boukharine, écrivit la proposition de lignes directrices pour l'Internationale Communiste. Les débats de la conférence portaient précisément sur ces orientations.

La question syndicale fut vite réglée. Malgré les énormes différences selon les pays – le délégué

allemand souligna que le mouvement révolutionnaire affrontait les syndicats car ceux-ci se positionnaient ouvertement comme obstacle – il fut admis par tous (sauf les Norvégiens) que les syndicats devaient se transformer pour aller dans le sens de la révolution. Cette question, apparemment secondaire, devrait ressurgir par la suite, une fois les Partis Communistes établis solidement.

Le second point, *Démocratie bourgeoise ou dictature du prolétariat ?*, formait un point d'achoppement plus particulier entre communistes russes et communistes allemands, alors que par ailleurs, le document n'était alors disponible encore qu'en russe et en allemand.

C'est Lénine qui prit la parole pour faire un très long rapport à ce sujet. Il souligne qu'il n'existait pas de démocratie « pure », au-delà des classes, et que telle était l'erreur des socialistes. La classe ouvrière devait inéluctablement organiser sa dictature pour briser la contre-révolution ; la Commune de Paris de 1871 formait un exemple historique de démantèlement de l'ancien État. Le pouvoir soviétique était le phénomène d'actualisation du nouveau pouvoir.

Lénine était très critique à ce sujet des communistes des autres pays qui, à part en Hongrie, n'avaient justement pas su propager l'idée des soviets et expliquer leur nature. C'était pourtant là, selon lui, la clef décidant du développement de la révolution mondiale.

Dans son intervention, Lénine explique à ce sujet que :

« Une des tâches les plus importantes pour les camarades des pays de l'Europe Occidentale consiste à expliquer aux masses la signification, l'importance et la nécessité du système des Soviets. On constate sous ce rapport une insuffisante compréhension.

S'il est vrai que Kautsky et Hilferding ont fait faillite en tant que théoriciens, les derniers articles de la *Freiheit* prouvent cependant qu'ils ont su exprimer exactement l'état d'esprit des parties arriérées du prolétariat allemand.

Il est arrivé la même chose chez nous : au cours des huit premiers mois de la révolution russe la question de l'organisation soviétique a été beaucoup discutée, et les ouvriers ne voyaient pas très clairement en quoi consiste le nouveau système, ni si l'on pouvait constituer l'appareil d'État avec les Soviets.

Dans notre révolution nous avons progressé non par la voie théorique mais par la voie pratique. Ainsi, par exemple, jamais auparavant nous n'avons posé théoriquement la question de l'Assemblée Constituante et nous n'avons jamais dit que nous ne reconnaissons pas celle-ci.

Ce n'est que plus tard, lorsque les institutions soviétiques se répandirent à travers tout le pays et conquièrent le pouvoir politique que nous décidâmes de disperser l'Assemblée Constituante.

Nous voyons à présent que la question se pose avec beaucoup plus d'acuité en Hongrie et en Suisse.

D'un côté il est excellent qu'il en soit ainsi; nous puissions dans ce fait la conviction absolue que la révolution avance plus rapidement dans les États de l'Europe Occidentale et qu'elle nous apportera de grandes victoires.

Mais, d'autre part, il y a un certain danger et c'est à savoir que la lutte sera tellement acharnée et tendue que la conscience des masses ouvrières ne sera pas en mesure de suivre ce rythme.

Encore maintenant la signification du système des Soviets n'est pas claire pour les grandes masses des ouvriers allemands politiquement instruits, parce qu'ils ont été élevés dans l'esprit du parlementarisme et des préjugés bourgeois. »

D'une conférence au congrès

Le fait que des révolutionnaires se réunissent dans un pays où la révolution a été un succès ne pouvait que produire une dynamique.

Le troisième jour, les délégués du Parti Communiste de l'Autriche allemande, le Parti des sociaux-démocrates de gauche de Suède, la Fédération ouvrière social-démocrate révolutionnaire des Balkans et le Parti Communiste de Hongrie rendirent un document commun appelant à la fondation de l'Internationale Communiste.

Trois raisons furent nommées : l'unité des communistes se battant sur le même terrain, la crainte de se voir déborder par une formation d'une Internationale opportuniste se profilant, le fait qu'une non-fondation donnerait l'image d'un échec après s'être retrouvé à Moscou.

La réponse du délégué du Parti Communiste d'Allemagne fut immédiate, longue et conséquente. Elle se résume bien avec la constatation suivante :

« Je suis très surpris de voir que le représentant de la Suède demande la fondation de la IIIe Internationale et soit obligé d'admettre qu'il n'y a pas encore en Suède d'organisation purement communiste, qu'il n'existe qu'un grand groupe communiste à l'intérieur du Parti social-démocrate suédois. »

Ce n'était pas tout à fait exact, car les Suédois étaient sortis pour fonder leur propre structure, cependant l'idée était là : les communistes étaient pour l'instant somme toute regroupés dans des petites structures à l'ombre de la social-démocratie. Selon lui, si l'on y regardait bien, on n'avait aucune idée de qui suivrait réellement les délégués.

Le délégué allemand mentionna également l'absence de l'Italie, de la Belgique, du Portugal, même de la France (puisque Jacques Sadoul était présent depuis longtemps en Russie) ; aussi expliqua-t-il :

« Il y a tellement peu d'organisations s'impliquant dans la fondation de la III Internationale qu'il est difficile d'apparaître ainsi devant l'opinion publique.

Il est par conséquent nécessaire, avant d'avancer à la fondation, de faire connaître au monde notre plate-forme et d'exiger des organisations communistes qu'elles annoncent si elles sont prêtes à fonder avec nous la IIIe Internationale. »

La réponse de Zinoviev fut la suivante :

« Vous vouliez auparavant la fondation formelle de Partis Communistes dans tous les

pays ? Vous avez une révolution victorieuse, c'est davantage qu'une fondation formelle.

Vous avez en Allemagne un Parti qui avance au pouvoir et qui formera dans quelques mois un gouvernement prolétarien.

Et donc nous devrions hésiter ? On ne nous comprendrait pas. »

Le Parti Communiste de Finlande intervint alors, se posant pour la fondation de la IIIe Internationale, soulignant également que si une orientation tactique était décidée, alors cela montrait bien qu'une nouvelle structure était née de toutes façons.

A part le délégué allemand, les prises de paroles soulignaient également que la conférence devait devenir congrès, car elle se situait dans le prolongement de la gauche de Zimmerwald, qui s'était opposé à la guerre mondiale. Les luttes de classes faisant également rage, il ne fallait pas tergiverser.

Et de fait, à part les cinq voix abstentionnistes du Parti Communiste d'Allemagne, tous les délégués, y compris ceux avec les voix consultatives, votèrent pour la fondation de l'Internationale Communiste. C'était un premier aléa dans l'histoire du Parti Communiste d'Allemagne, dont les complications et la voie tortueuse n'en finira pas tout au long du développement de l'Internationale Communiste.

La mise en place du Comité Exécutif

Symboliquement, des participants de la conférence de Zimmerwald publièrent dans la foulée de la fondation de l'Internationale Communiste un document annonçant la dissolution du bureau en étant issue et annonçant que ses documents devaient être remis à l'Internationale Communiste.

La conférence devenue congrès se prononça ensuite contre la renaissance des sociaux-démocrates, considérés comme désormais seulement des sociaux-chauvins ou des centristes, puis l'accord fut fait sur un manifeste.

Un Comité Exécutif de l'Internationale Communiste fut mis en place avec un représentant chacun des partis de Russie, d'Allemagne, de l'Autriche allemande, de Hongrie, de la fédération balkanique, de Suisse, de Scandinavie.

Il se réunit pas mal 56 fois entre le premier et le second congrès, cherchant d'un côté à organiser, de l'autre à promouvoir les conceptions communistes.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste intervint ainsi notamment pour les événements ou célébrations les plus notables, comme la tentative de coup d'État militaire en Allemagne au début de l'année 1920, l'anniversaire du martyr de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, à l'occasion du 8 mars, etc.

A cela s'ajoutent différentes déclarations et appels, comme un Appel à la jeunesse, une déclaration au prolétariat de la zone danubo-balkanique et aux Partis Communistes de Bulgarie, de Roumanie, de Serbie et de Turquie, une déclaration au congrès du Parti socialiste de Norvège et à celui du Parti Communiste de Finlande, à celui des communistes et des socialistes de gauche de Scandinavie, etc.

Sur le plan de l'organisation, un événement marquant fut l'annonce en juin 1920 de la tenue du second congrès en juillet, à Moscou, fut l'annonce de la tenue d'un congrès des peuples de l'Orient, à Bakou. Il y eut également une lettre envoyée aux États-Unis, où existaient deux structures se revendiquant de l'Internationale Communiste, ce qui était incohérent et exigeait par conséquent une fusion.

A la fin de l'année 1919, un bureau de l'Internationale Communiste fut également mis en place à Amsterdam, mais en raison de nombreux positionnements gauchistes, il dut au bout de quelques mois s'effacer devant le secrétariat occidental de l'Internationale Communiste, à Berlin, fondé pareillement dans la foulée du congrès.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste prit bien entendu position contre les sociaux-démocrates s'enfermant dans le refus de la révolution. En avril 1920, la conférence internationale syndicale fut la cible de grandes attaques. Le congrès de Lucerne de la seconde internationale fut vigoureusement dénoncé le 15 juillet 1919 ; ce congrès parvint cependant à organiser un comité qui réalisa un congrès international à Genève en juillet 1920, unifiant les sociaux-démocrates allemands, anglais, belge, danois, hollandais, suédois.

L'intervention impérialiste contre la Russie soviétique fut bien sûr la cible récurrente des interventions de l'Internationale Communiste, avec des appels à des expressions de solidarité comme le 18 juin 1919, ou de multiples avertissements quant aux menées militaires anti-soviétiques polonaises (comme le 17 février 1920, le 18 mai 1920), d'ailleurs soutenues par la France avec de nombreux stocks d'armes et même 600 officiers.

Toutefois, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste s'évertua surtout à chercher à mobiliser ses partisans dans deux zones politiques bien délimitées : les milieux syndicalistes-révolutionnaires et anarchistes d'un côté, la gauche de la social-démocratie de l'autre. Cela était imposé par les défaites immédiates marquant l'histoire de l'Europe centrale.

Car l'Internationale Communiste accorda bien entendu une place importante à la formation de républiques soviétiques en Hongrie et en Bavière, avec un appel au soutien, à la mobilisation... Mais en juillet 1919, l'Internationale Communiste devait dresser un constat terrible :

« A tous ! A tous !

Un monstrueux crime est en train d'être commis, duquel en comparaison tous les méfaits des classes possédantes pendant la guerre semblent bien pâles.

Les impérialistes anglais et français encerclent la République soviétique hongroise de tous les côtés, afin de noyer dans le sang les ouvriers hongrois, la révolution hongroise.

Les féodaux roumains incitent leurs troupes, trompés par la noblesse, contre la Hongrie.

Depuis deux autres directions, les gouvernements tchécoslovaques et yougoslaves s'activent contre la Hongrie, sous l'impulsion des impérialistes français. »

La chute de la république soviétique hongroise fut également présentée dans un communiqué du 5 août 1919, qui dénonce vigoureusement les sociaux-démocrates ayant, dans les pays occidentaux, saboté la grève de soutien prévu pour le 21 juillet 1919.

Cela ne changeait rien au problème, aggravé par la défaite de la république soviétique bavaroise. Tout un élan était en partie brisé.

Entre désillusion et affirmation

Entre le premier et le second congrès de l'Internationale Communiste, il fut largement oscillé entre désillusion et une solide affirmation de la perspective. Cela se lit particulièrement dans les communiqués des premiers mai 1919 et 1920.

De fait, dans son communiqué du premier mai 1919, l'Internationale Communiste peut souligner que la mise en place de cette journée internationale des travailleurs datait de 1889, soit d'alors il y a trente ans. Le premier mai fut en effet décidé par la seconde Internationale lors de son congrès de Paris. La IIIe Internationale est le prolongement de la IIde Internationale, avec la mise à l'écart des opportunistes ; elle peut affirmer, triomphaliste, sa victoire imminente :

« Notre Internationale Communiste prend dans ses mains l'organisation de la fête internationale du premier mai (...).

Il n'y a pas de voie médiane. Ou bien la dictature sanglante des généraux bourreaux, qui tuent des centaines de milliers d'ouvriers et de paysans au profit d'une bande de banquiers, ou bien la dictature de la classe ouvrière, c'est-à-dire de la majorité opprimée des travailleurs, qui désarme la bourgeoisie, forme son armée rouge et libère la planète entière de l'esclavage (...).

La tempête commence. Les flammes incendiaires de la révolution prolétarienne s'attise avec une force irrépessible dans toute l'Europe. Le moment se rapproche qui était attendu par nos prédécesseurs et maîtres, et qui a été prévu par les fondateurs géniaux du socialisme scientifique, Marx et Engels.

Notre drapeau rouge, coloré par le sang du cœur de générations entières de grands combattants et martyrs de la classe ouvrière, ce drapeau flotte dans le monde entier (...).

Nos mots d'ordre :

Vive la dictature du prolétariat du monde entier !

Vive la république soviétique internationale !

En défense des républiques soviétiques russe, hongroise, bavaroise !

Vive l'armée rouge internationale !

Vive la troisième Internationale !

Vive le communisme !

Vive le premier mai communiste ! (...)

La seconde Internationale est morte. Le communisme est arrivé dans les rues. La

révolution communiste grandit sous nos yeux. Une république soviétique en Russie, une république soviétique en Hongrie, une république en Bavière – ce sont les résultats des récentes luttes de la classe ouvrière.

En 1919, la grande Internationale Communiste est née. En 1920, la grande République soviétique internationale naîtra. »

Cependant, en 1920, le communiqué du premier mai a un ton bien différent. Les républiques soviétiques hongroise et bavaroise se sont effondrées ; les martyrs sont nombreux dans l'ensemble de l'Allemagne, pays où les sociaux-démocrates s'opposaient frontalement à la révolution. La situation devenait par contre plus favorable en Italie et en France.

Les choses avançaient, mais tout apparaissait comme plus complexe et le communiqué est donc bien plus prudent :

« L'année qui vient ouvre un chapitre nouveau, peut-être le plus important dans l'histoire de notre lutte pour la libération de toute l'humanité du joug du capitalise.

Puisse la fête du premier mai 1920 être celle du triomphe de l'internationale Communiste (...). Notre victoire est certaine. Le prolétariat va mettre en place le pouvoir soviétique dans le monde entier. Vive le premier mai ! »

C'était une remise en perspective.

Un début d'intégration

Les échecs en Europe centrale impliquèrent une accentuation des initiatives de l'Internationale Communiste vers des pays comme l'Angleterre, la France, l'Italie, ainsi que les États-Unis. On a ainsi la dénonciation, comme le 13 mai 1919, du traité de Versailles, avec un appel aux prolétaires de France, d'Angleterre, d'Amérique et d'Italie, puisque la situation des ouvriers allemands et autrichiens dépendaient désormais de l'application des accords impitoyables du traité par les pays victorieux.

Cependant, au-delà de cette orientation générale, il y avait deux axes très concrets. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste avait comme objectif de récupérer les meilleurs activistes d'un côté, même s'ils étaient trop gauchistes, et d'accueillir les structures révolutionnaires de masse, même si elles étaient trop droitières.

En janvier 1920, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste écrivit en ce sens aux IWW (Industrial Workers of the World), une structure syndicaliste révolutionnaire alors importante aux États-Unis. C'était la tentative d'expliquer les principes communistes et l'importance de l'intervention politique que refusaient justement les syndicalistes.

Cet espoir dans les courants syndicalistes-révolutionnaire, voire anarchistes, était alors très fort ; dans la même idée, le KAPD, une importante scission anti-syndicats du KPD, reçut également une lettre ouverte le 2 juin 1920, où il fut proposé d'envoyer des délégués pour le prochain congrès de l'Internationale Communiste, mais à condition d'en accepter les règles.

Il y eut également une circulaire sur la question parlementaire et celle des soviets qui fut diffusée, afin de souligner qu'affirmer le pouvoir des soviets n'excluait pas d'utiliser tactiquement le parlement.

Ce document du 1er septembre 1919 note de manière par ailleurs positive l'existence d'un groupe dénommé « Parti Communiste » en France. C'est notable, car cette petite structure rassemblant syndicalistes-révolutionnaires et anarchistes et fondé par Raymond Péricat était en décalage total par rapport aux bolcheviks.

Son organe de presse, *Le communiste*, se définissait d'ailleurs étant l'Organe Officiel du Parti Communiste et des soviets adhérant à la Section Française de la IIIe Internationale de Moscou, des Conseils Ouvriers, de Paysans et de Soldats, sombrant dès décembre 1919 en une « Fédération communiste des soviets » disparaissant rapidement.

Pareillement, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste publia un communiqué pour les cinq ans de l'assassinat de Jean Jaurès, le 31 juillet 1919. Normalement, quand il est parlé de ce dernier, sa dimension social-patriote est toujours dénoncée comme l'autre aspect de son pacifisme. Ce n'est pas le cas ici, seulement l'activité anti-guerre de Jean Jaurès étant soulignée, avec son positionnement contre l'alliance entre les réactionnaires français et russes. C'est que le communiqué a une forme bien particulière, celle d'une lettre destinée à Fernand Loriot.

Ce dernier, qui s'avérera lui aussi un syndicaliste plus que toute autre chose, était le chef de file des partisans de la IIIe Internationale chez les socialistes français, qui étaient quant à eux encore totalement à l'écart d'une avancée vers la révolution russe et Lénine.

Mais cela n'excluait donc nullement la tentative par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste de se tourner également vers les larges masses oscillant plutôt à droite, mais passant à gauche.

Le 22 septembre 1919, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste écrivit une lettre au congrès de Bologne du Parti Socialiste italien, qui fut effectivement un grand succès pour elle. Le Comité Central du PSI avait, le 19 mars 1919, choisi de rejoindre l'Internationale Communiste, ce qui fut confirmé par le congrès de Bologne. Le PSI obtint même 156 députés sur 508 en novembre, mais le souci était qu'il n'avait pas expulsé la minorité hostile à l'Internationale Communiste, qui avait Filippo Turati à sa tête.

Le 17 janvier 1920, une lettre dans le même esprit fut envoyée au congrès de Strasbourg du Parti Socialiste SFIO. Ce congrès fut également un succès, puisque 4300 délégués contre 300 décidèrent d'abandonner la seconde Internationale, bien que 3000 contre 1600 refusèrent, pour l'instant, l'adhésion à l'Internationale Communiste.

Il y eut également un travail de fond en direction des socialistes de gauche organisés dans l'USPD, ce que le KPD bien plus petit n'appréciait guère, considérant que ce parti était trop ancré dans le réformisme. Cependant, en décembre 1919, à son congrès de Leipzig, 227 délégués de l'USPD sur 54 votèrent pour quitter la seconde Internationale et 169 contre 114 pour rejoindre l'Internationale Communiste.

Aussi, une lettre fut envoyée à la fois à l'USPD et au KPD, le 5 février 1920, insistant sur la nécessité pour l'USPD d'aller au bout de son raisonnement. Le 27 mai 1920, une seconde lettre dénonça que la première n'ait pas été rendue publique à la base de l'USPD ; une troisième fut envoyée le 21 juin 1920, rappelant que le prochain congrès de l'Internationale Communiste allait se tenir et qu'il n'était pas possible de ne pas être présent.

Un autre fait marquant fut qu'en décembre 1919, les socialistes espagnols votèrent à 14 000 voix pour la seconde Internationale, mais à 12 500 voix pour l'Internationale Communiste. La tendance à l'affirmation de l'Internationale Communiste l'emportait, mais c'était une tendance de fond.

L'espoir d'une affirmation extrêmement rapide, telle qu'elle s'était exprimée au premier congrès de l'Internationale Communiste, ne se concrétisait pas tel quel. Le second congrès devra en fait faire face au défi de l'intégration et de la formation d'une nouvelle génération.

DOCUMENTS

Lénine

Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne

1. La croissance du mouvement révolutionnaire prolétarien dans tous les pays suscite les efforts convulsifs de la bourgeoisie et des agents qu'elle possède dans les organisations ouvrières pour découvrir les arguments philosophico-politiques capables de servir à la défense de la domination des exploités. La condamnation de la dictature et la défense de la démocratie figurent au nombre de ces arguments. Le mensonge et l'hypocrisie d'un tel argument répété à satiété dans la presse capitaliste et à la conférence de l'Internationale jaune de Berne en février 1919 sont évidents pour tous ceux qui ne tentent pas de trahir les principes fondamentaux du socialisme.

2. D'abord, cet argument s'appuie sur les conceptions de « démocratie en général » et de

« dictature en général », sans préciser la question de la classe. Poser ainsi le problème, en dehors de la question de classes, en prétendant considérer l'ensemble de la nation, c'est proprement se moquer de la doctrine fondamentale du socialisme, à savoir la doctrine de la lutte de classes, acceptée en paroles, mais oubliée en fait par les socialistes passés dans le camp de la bourgeoisie. Car, dans aucun pays civilisé, dans aucun pays capitaliste, il n'existe de démocratie en général : il n'y a que la démocratie bourgeoise. Il ne s'agit pas davantage de la dictature exercée par la classe opprimée, c'est-à-dire par le prolétariat, sur les oppresseurs et les exploités, sur la classe bourgeoise, dans le but de triompher de la résistance des exploités luttant pour leur

domination.

3. L'histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'est jamais parvenue à la domination, et n'a pu y parvenir sans passer par une période de dictature pendant laquelle elle s'empare du pouvoir politique et abat par la force la résistance désespérée, exaspérée, qui ne s'arrête devant aucun crime, qu'ont toujours opposée les exploités. La bourgeoisie dont aujourd'hui la domination est soutenue par les socialistes qui pérorant sur la dictature en général et qui se démènent en faveur de la démocratie en général a conquis le pouvoir dans les pays civilisés au prix d'une série d'insurrections, de guerres civiles, de l'écrasement par la force – des rois, des nobles, des propriétaires d'esclaves – et par la répression des tentatives de restauration.

Des milliers de fois, les socialistes de tous les pays ont expliqué au peuple le caractère de classe de ces révolutions bourgeoises, dans leurs livres, dans leurs brochures, dans les résolutions de leurs congrès, dans leurs discours de propagande. C'est pourquoi cette défense actuelle de la démocratie bourgeoise au moyen de discours sur la « dictature en général », tous ces cris et ces pleurs contre la dictature du prolétariat sous prétexte de condamner « la dictature en général », ne sont qu'une trahison véritable du socialisme, qu'une désertion caractérisée au profit de la bourgeoisie, qu'une négation du droit du prolétariat à sa révolution prolétarienne. C'est défendre le réformisme bourgeois, précisément à l'heure où il a fait faillite dans le monde entier, alors que la guerre a créé un état de choses révolutionnaire.

4. Tous les socialistes en démontrant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, ont exprimé cette idée déjà formulée, avec le maximum d'exactitude scientifique par

Marx et Engels que la plus démocratique des républiques bourgeoises ne saurait être autre chose qu'une machine à opprimer la classe ouvrière à la merci de la bourgeoisie, la masse des travailleurs à la merci d'une poignée de capitalistes. Il n'y a pas un seul révolutionnaire, pas un seul marxiste parmi ceux qui crient aujourd'hui contre la dictature et pour la démocratie qui n'ait juré ses grands dieux devant les ouvriers qu'il acceptait cette vérité fondamentale du socialisme ; et maintenant que le prolétariat révolutionnaire est en fermentation et en mouvement, qu'il tend à détruire cette machine d'oppression et à conquérir la dictature du prolétariat, ces traîtres au socialisme voudraient faire croire que la bourgeoisie a donné aux travailleurs la « démocratie pure », comme si la bourgeoisie avait renoncé à toute résistance et était prête à obéir à la majorité des travailleurs, comme si, dans une république démocratique, il n'y avait pas une machine gouvernementale faite pour opérer l'écrasement du travail par le capital.

5. La Commune de Paris, que tous ceux qui veulent passer pour socialistes honorent en paroles, parce qu'ils savent que les masses ouvrières sont pleines d'une vive et sincère sympathie pour elle, a montré avec une particulière netteté la relativité historique, la valeur limitée du parlementarisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise, institutions marquant un très grand progrès par rapport à celles du moyen-âge, mais exigeant nécessairement une réforme fondamentale à l'époque de la révolution prolétarienne. Marx, qui a apprécié mieux qu'aucun autre l'importance historique de la Commune, a prouvé en l'analysant le caractère d'exploitation de la démocratie et du parlementarisme bourgeois, régime sous lequel les classes opprimées recouvrent le droit de décider en un seul jour pour une période de plusieurs années

quel sera le représentant des classes possédantes qui représentera et opprimerà le peuple au Parlement. Et c'est à l'heure où le mouvement soviétiste embrassant le monde entier, continue aux yeux de tous l'œuvre de la Commune que les traîtres du socialisme oublient l'expérience concrète de la Commune de Paris, et répètent les vieilles sornettes bourgeoises sur la « démocratie en général ». La Commune n'était pourtant pas une institution parlementaire.

6. La valeur de la Commune consiste, ensuite en ce qu'elle a tenté de bouleverser, de détruire de fond en comble l'appareil gouvernemental bourgeois dans l'administration, dans la justice, dans l'armée, dans la police, en le remplaçant par l'organisation autonome des masses ouvrières, sans reconnaître aucune distinction des pouvoirs législatif et exécutif.

Toutes les démocraties bourgeoises contemporaines, sans excepter la République allemande que les traîtres du socialisme appellent prolétarienne en dépit de la vérité, conservent au contraire le vieil appareil gouvernemental. Ainsi, il se confirme une fois de plus, de façon absolument évidente, que tous ces cris en faveur de la démocratie ne servent en réalité qu'à défendre la bourgeoisie et ses privilèges de classe exploiteuse.

7. La liberté de réunion peut être prise pour exemple des principes de la démocratie pure. Tout ouvrier conscient qui n'a pas rompu avec sa classe, comprendra du premier coup qu'il serait insensé de permettre la liberté de réunion aux exploiters, dans un temps et dans les circonstances où des exploiters s'opposent à leur déchéance et défendent leurs privilèges. La bourgeoisie, quand elle était révolutionnaire, soit en Angleterre en 1649, soit en France en 1793, n'a jamais accordé la liberté de réunion aux monarchistes ni aux nobles qui appelaient les troupes étrangères et « se réunissaient » pour

organiser des tentatives de restauration. Si la bourgeoisie d'aujourd'hui, qui depuis longtemps est devenue réactionnaire, réclame du prolétariat qu'il garantisse à l'avance, malgré toute la résistance que feront les capitalistes à leur expropriation, la liberté de réunion pour les exploiters, les ouvriers ne pourront que rire de l'hypocrisie de cette bourgeoisie.

D'autre part, les ouvriers savent très bien que la liberté de réunion, même dans la république bourgeoise la plus démocratique, est une phrase vide de sens, puisque les riches possèdent les meilleurs édifices publics et privés, ainsi que le loisir nécessaire pour se réunir sous la protection de cet appareil gouvernemental bourgeois. Les prolétaires de la ville et de la campagne et les petits paysans, c'est-à-dire l'immense majorité de la population, ne possèdent ni l'un ni l'autre. Tant qu'il en est ainsi, l'égalité, c'est-à-dire la démocratie pure est un leurre. Pour conquérir la véritable égalité, pour réaliser vraiment la démocratie au profit des travailleurs, il faut préalablement enlever aux exploiters toutes les riches demeures publiques et privées, il faut préalablement donner des loisirs aux travailleurs, il faut que la liberté de leurs réunions soit protégée par des ouvriers armés et non point par les officiers hobereaux ou capitalistes avec des soldats à leur dévotion.

C'est seulement alors que l'on pourra, sans se moquer des ouvriers, des travailleurs, parler de liberté de réunion et d'égalité. Or, qui peut accomplir cette réforme, sinon l'avant-garde des travailleurs, le prolétariat, par le renversement des exploiters et de la bourgeoisie ?

8. La liberté de la presse est également une des grandes devises de la démocratie pure. Encore une fois, les ouvriers savent que les socialistes de tous les pays ont reconnu des millions de fois que cette liberté est un mensonge, tant que les

meilleures imprimeries et les plus gros stocks de papier sont accaparés par les capitalistes, tant que subsiste le pouvoir du capital dans le monde entier avec d'autant plus de clarté, de netteté et de cynisme que le régime démocratique et républicain est plus développé, comme par exemple en Amérique. Afin de conquérir la véritable égalité et la vraie démocratie dans l'intérêt des travailleurs, des ouvriers et des paysans, il faut commencer par enlever au capital la faculté de louer les écrivains, d'acheter et de corrompre des journaux et des maisons d'édition, et pour cela il faut renverser le joug du capital, renverser les exploiters, briser leur résistance. Les capitalistes appellent liberté de la presse la faculté pour les riches de corrompre la presse, la faculté d'utiliser leurs richesses pour fabriquer et pour soutenir la soi-disant opinion publique. Les défenseurs de la « démocratie pure » sont en réalité une fois de plus des défenseurs du système vil et corrompu de la domination des riches sur l'instruction des masses ; ils sont ceux qui trompent le peuple et le détournent avec de belles phrases mensongères, de cette nécessité historique d'affranchir la presse de son assujettissement au capital. De véritable liberté ou égalité, il n'y en aura que dans le régime édifié par les communistes, dans lequel il serait matériellement impossible de soumettre la presse directement ou indirectement au pouvoir de l'argent, dans lequel rien n'empêchera chaque travailleur, ou chaque groupe de travailleurs, de posséder ou d'user, en toute égalité, du droit de se servir des imprimeries et du papier de l'Etat.

9. L'histoire du XIX^e siècle et du XX^e siècle nous a montré, même avant la guerre, ce qu'était la fameuse démocratie pure sous le régime capitaliste. Les marxistes ont toujours répété que plus la démocratie était développée, plus elle était pure, plus aussi devait être vive, acharnée et impitoyable la lutte des classes, et

plus apparaissait purement le joug du capital et la dictature de la bourgeoisie. L'affaire Dreyfus de la France républicaine, les violences sanglantes des détachements soudoyés et armés par les capitalistes contre les grévistes dans la république libre et démocratique d'Amérique, ces faits et des milliers d'autres semblables découvrent cette vérité qu'essaye en vain de cacher la bourgeoisie, que c'est précisément dans les républiques les plus démocratiques que règnent en réalité la terreur et la dictature de la bourgeoisie, terreur et dictature qui apparaissent ouvertement chaque fois qu'il semble aux exploiters que le pouvoir du capital commence à être ébranlé.

10. La guerre impérialiste de 1914-1918 a définitivement manifesté, même aux yeux des ouvriers non éclairés, ce vrai caractère de la démocratie bourgeoise, même dans les républiques les plus libres – comme caractère de dictature bourgeoise. C'est pour enrichir un groupe allemand ou anglais de millionnaires ou de milliardaires qu'ont été massacrés des dizaines de millions d'hommes et qu'a été instituée la dictature militaire de la bourgeoisie dans les républiques les plus libres. Cette dictature militaire persiste, même après la défaite de l'Allemagne dans les pays de l'Entente. C'est la guerre qui, mieux que tout, a ouvert les yeux aux travailleurs, a arraché les faux appas à la démocratie bourgeoise, a montré au peuple tout l'abîme de la spéculation et du lucre pendant la guerre et à l'occasion de la guerre. C'est au nom de la liberté et de l'égalité que la bourgeoisie a fait cette guerre; c'est au nom de la liberté et de l'égalité que les fournisseurs aux armées ont amassé des richesses inouïes. Tous les efforts de l'Internationale jaune de Berne n'arriveront pas à dissimuler aux masses le caractère d'exploitation actuellement manifeste de la liberté bourgeoise, de l'égalité bourgeoise, de la démocratie

bourgeoise.

11. Dans le pays capitaliste le plus développé d'Europe, en Allemagne, les premiers mois de cette complète liberté républicaine, apportée par la défaite de l'Allemagne impérialiste, ont révélé aux ouvriers allemands et au monde entier le caractère de classe de la république démocratique bourgeoise. L'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg est un événement d'une importance historique universelle, non seulement par la mort tragique des hommes et des chefs les meilleurs de la vraie Internationale prolétarienne et communiste, mais encore parce qu'il a manifesté dans l'Etat le plus avancé d'Europe et même, on peut le dire, du monde entier, la véritable essence du régime bourgeois. Si des gens en état d'arrestation, c'est-à-dire pris par le pouvoir gouvernemental des social-patriotes sous sa garde, ont pu être tués impunément par des officiers et des capitalistes, c'est que la république démocratique dans laquelle un pareil événement a été possible n'est que la dictature de la bourgeoisie. Les gens qui expriment leur indignation au sujet de l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, mais qui ne comprennent pas cette vérité, ne font que montrer par là leur bêtise ou leur hypocrisie. La liberté, dans une des républiques du monde les plus libres et les plus avancées, dans la république allemande, est la liberté de tuer impunément les chefs du prolétariat en état d'arrestation, et il ne peut en être autrement, tant que subsiste le capitalisme, car le développement du principe démocratique, loin d'affaiblir, ne fait que surexciter la lutte de classes qui, par suite des répercussions et des influences de la guerre, a été portée à son point d'ébullition.

Dans tout le monde civilisé, on expulse aujourd'hui les bolcheviks, on les poursuit, on

les emprisonne, comme par exemple dans une des plus libres républiques bourgeoises, en Suisse ; on massacre les bolcheviks en Amérique, etc. Du point de vue de la démocratie en général ou de la démocratie pure, il est tout à fait ridicule que les Etats civilisés et avancés, démocratiques, armés jusqu'aux dents, craignent la présence de quelques dizaines d'hommes venus de la Russie retardataire, affamée, ruinée, de cette Russie que, dans leurs dizaines de millions d'exemplaires, les journaux bourgeois appellent sauvage, criminelle, etc. Il est clair que les conditions sociales dans lesquelles une contradiction aussi criante a pu naître réalisent en réalité la dictature de la bourgeoisie.

12. Dans un tel état de choses, la dictature du prolétariat n'est pas seulement absolument légitime, en tant qu'instrument propre au renversement des exploités et à l'écrasement de leur résistance, mais encore absolument indispensable pour toute la masse laborieuse, comme le seul moyen de défense contre la dictature de la bourgeoisie qui a causé la guerre et qui prépare de nouvelles guerres.

Le point le plus important, que ne comprennent pas les socialistes et qui constitue leur myopie théorique, leur emprisonnement dans les préjugés bourgeois et leur trahison politique envers le prolétariat, c'est que dans la société capitaliste, dès que s'aggrave la lutte des classes qui est à sa base, il n'y a pas de milieu entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tous les rêves d'une solution intermédiaire ne sont que lamentations réactionnaires de petits bourgeois.

La preuve en est apportée par l'expérience du développement de la démocratie bourgeoise et du mouvement ouvrier depuis plus d'un siècle dans tous les pays civilisés et en particulier par l'expérience des cinq dernières années. C'est aussi la vérité qu'enseigne toute la science de

l'économie politique, tout le contenu du marxisme qui explique par quelle nécessité économique naît la dictature de la bourgeoisie, et comment elle ne peut être remplacée que par une classe développée multipliée, fortifiée et devenue très cohérente par le développement même du capitalisme, c'est-à-dire la classe des prolétaires.

13. Une autre erreur théorique et politique des socialistes, consiste à ne pas comprendre que les formes de la démocratie ont constamment changé pendant le cours des siècles, depuis ses premiers germes dans l'antiquité, à mesure qu'une classe dominante était remplacée par une autre. Dans les anciennes républiques de la Grèce, dans les cités du moyen-âge, dans les pays capitalistes civilisés, la démocratie revêt des formes diverses et un degré d'adaptation différent. Ce serait la plus grande sottise de croire que la révolution la plus profonde dans l'histoire de l'humanité, que le passage du pouvoir, pour la première fois au monde, d'une minorité d'exploiteurs à la majorité d'exploités, puisse se produire dans les vieux cadres de la démocratie bourgeoise et parlementaire, puisse se produire sans brisures nettes, sans que se créent de nouvelles institutions incarnant ces nouvelles conditions de vie, etc.

14. La dictature du prolétariat ressemble à la dictature des autres classes parce qu'elle est provoquée, comme toute espèce de dictature, par la nécessité de réprimer violemment la résistance de la classe qui perd la domination politique. Le point fondamental qui sépare la dictature du prolétariat de celle des autres classes, de la dictature des éléments féodaux au moyen-âge, de la dictature de la bourgeoisie dans tous les pays civilisés capitalistes, consiste en ce que la dictature des éléments féodaux et de la bourgeoisie était l'écrasement violent de la résistance de l'énorme majorité de la population,

de la classe laborieuse, tandis que la dictature du prolétariat est l'écrasement, par la force, de la résistance des exploités, c'est-à-dire d'une infime minorité de la population: les propriétaires fonciers et les capitalistes.

Il s'ensuit encore que la dictature du prolétariat entraîne inévitablement non seulement une modification des formes et des institutions démocratiques en général, mais encore une modification telle qu'elle aboutit à une extension jusqu'alors inconnue du principe démocratique en faveur des classes opprimées par le capitalisme, en faveur des classes laborieuses. En effet, la forme de la dictature du prolétariat, déjà élaborée en fait, c'est-à-dire le pouvoir des Soviets en Russie, le Raete Système en Allemagne, les Shop Stewards Committees et autres institutions analogues dans les autres pays, signifie précisément et réalise pour les classes laborieuses, c'est-à-dire pour l'énorme majorité de la population, une faculté rapide de profiter des droits et libertés démocratiques comme il n'y en a jamais eu, même d'approchants, dans les républiques bourgeoises les meilleures et les plus démocratiques.

L'essence du pouvoir des Soviets consiste en ce que la base constante et unique de tout le pouvoir gouvernemental, c'est l'organisation des masses jadis opprimées par les capitalistes, c'est-à-dire les ouvriers et les demi-prolétaires (paysans n'exploitant pas le travail d'autrui et ayant constamment besoin de vendre une partie au moins de leur force de travail). Ce sont ces masses qui, même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, tout en jouissant de l'égalité selon la loi, étaient écartées en réalité par des milliers de coutumes et de manœuvres de toute participation à la vie politique, de tout usage de droits et de libertés démocratiques et qui maintenant sont appelées à prendre une part considérable et obligatoire, une

part décisive à la gestion démocratique de l'Etat.

15. L'égalité de tous les citoyens, indépendamment du sexe, de la religion, de la race, de la nationalité, que la démocratie bourgeoise a toujours et partout promise, mais n'a réalisée nulle part et qu'étant donné la domination du capitalisme, elle ne pouvait pas réaliser, le pouvoir des Soviets ou la dictature du prolétariat la réalise tout d'un coup et complètement, car seul il est en état de réaliser le pouvoir des ouvriers qui ne sont pas intéressés à la propriété privée, aux moyens de production, à la lutte pour leur partage et leur distribution.

16. La vieille démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise et le parlementarisme, était organisée de telle façon que les masses laborieuses étaient de plus en plus éloignées de l'appareil gouvernemental. Le pouvoir des Soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, est au contraire construit de façon à rapprocher les masses laborieuses de l'appareil gouvernemental. Au même but tend la réunion du pouvoir législatif et exécutif dans l'organisation soviétiste de l'Etat, ainsi que la substitution aux circonscriptions électorales territoriales d'unités de travail, comme les usines et les fabriques.

17. Ce n'est pas seulement sous la monarchie que l'armée était un instrument d'oppression. Elle l'est restée dans toutes les républiques bourgeoises, même les plus démocratiques. Seul le pouvoir des Soviets, en tant qu'organisation permanente des classes opprimées par le capitalisme est capable de supprimer la soumission de l'armée au commandement bourgeois et de fondre réellement le prolétariat avec l'armée, en réalisant l'armement du prolétariat et le désarmement de la bourgeoisie, sans lesquels est impossible le triomphe du socialisme.

18. L'organisation soviétiste de l'Etat est adaptée au rôle directeur du prolétariat comme classe concentrée au maximum et éduquée par le capitalisme. L'expérience de toutes les révolutions et de tous les mouvements des classes opprimées, l'expérience du mouvement socialiste dans le monde entier nous enseignent que seul le prolétariat est en état d'unifier et de conduire les masses éparses et retardataires de la population laborieuse et exploitée.

19. Seule l'organisation soviétiste de l'Etat peut réellement briser d'un coup et détruire définitivement le vieil appareil bourgeois, administratif et judiciaire qui s'est conservé et devait inévitablement se conserver sous le capitalisme, même dans les républiques les plus démocratiques, puisqu'il était de fait le plus grand empêchement à la mise en pratique des principes démocratiques en faveur des ouvriers et des travailleurs. La Commune de Paris a fait, dans cette voie, le premier pas d'une importance historique universelle; le pouvoir des Soviets a fait le second.

20. L'anéantissement du pouvoir gouvernemental est le but que se sont proposés tous les socialistes. Marx le premier. Sans réalisation de ce but, la vraie démocratie, c'est-à-dire l'égalité et la liberté, est irréalisable. Or, le seul moyen pratique d'y arriver est la démocratie soviétiste ou prolétarienne, puisque, appelant à prendre une part réelle et obligatoire au gouvernement les organisations des masses laborieuses, elle commence dès maintenant à préparer le dépérissement complet de tout gouvernement.

21. La complète banqueroute des socialistes réunis à Berne, leur incompréhension absolue de la démocratie prolétarienne nouvelle apparaissent particulièrement dans ce qui suit : le 10 février 1919, Branting clôturait à Berne la conférence internationale de l'Internationale

jaune. Le 11 février 1919, à Berlin, était imprimé dans le journal de ses coreligionnaires Die Freiheit une proclamation du parti des Indépendants au prolétariat. Dans cette proclamation est reconnu le caractère bourgeois du gouvernement de Scheidemann, auquel on reproche son désir d'abolir les Soviets appelés les messagers et les défenseurs de la Révolution, auquel on demande de légaliser les Soviets, de leur donner les droits politiques, le droit de vote contre les décisions de l'Assemblée Constituante, le référendum demeurant juge en dernier ressort.

Cette proclamation dénote la complète faillite des théoriciens qui défendaient la démocratie sans comprendre son caractère bourgeois. Cette tentative ridicule de combiner le système des Soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, avec l'Assemblée Constituante, c'est-à-dire la dictature de la bourgeoisie, dévoile jusqu'au bout, à la fois la pauvreté de pensée des socialistes jaunes et des social-démocrates, leur caractère réactionnaire de petits bourgeois et leurs lâches concessions devant la force irrésistiblement croissante de la nouvelle démocratie prolétarienne.

22. En condamnant le bolchevisme, la majorité de l'Internationale de Berne, qui n'a pas osé voter formellement un ordre du jour correspondant à sa pensée, par crainte des masses ouvrières, a agi justement de son point de vue de classe. Cette majorité est complètement solidaire des mencheviks et socialistes révolutionnaires russes, ainsi que des Scheidemann allemands.

Les mencheviks et socialistes révolutionnaires russes, en se plaignant d'être poursuivis par les bolcheviks, essayent de cacher le fait que ces poursuites sont causées par la part prise par les mencheviks et les socialistes révolutionnaires à

la guerre civile du côté de la bourgeoisie contre le prolétariat. Les Scheidemann et leur parti ont déjà montré de la même façon en Allemagne qu'ils prenaient la même part à la guerre civile du côté de la bourgeoisie contre les ouvriers.

Il est, par suite, tout à fait naturel que la majorité des participants de l'Internationale jaune de Berne se soit prononcée contre les bolcheviks ; par là s'est manifesté, non point le désir de défendre la démocratie pure, mais le besoin de se défendre eux-mêmes, chez des gens qui sentent et qui savent que dans la guerre civile ils sont du côté de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Voilà pourquoi, du point de vue de la lutte de classes, il est impossible de ne pas reconnaître la justesse de la décision de la majorité de l'Internationale jaune. Le prolétariat ne doit pas craindre la vérité, mais la regarder en face et tirer les conclusions qui en découlent.

Sur la base de ces thèses, et en considération des rapports des délégués des différents pays, le congrès de l'Internationale Communiste déclare que la tâche principale des partis communistes, dans les diverses régions où le pouvoir des Soviets n'est pas encore constitué, consiste en ce qui suit :

1° Eclairer le plus largement les masses de la classe ouvrière sur la signification historique de la nécessité politique et pratique d'une nouvelle démocratie prolétarienne, qui doit prendre la place de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme ;

2° Elargir et organiser des Soviets dans tous les domaines de l'industrie, dans l'armée, dans la flotte, parmi les ouvriers agricoles et les petits paysans ;

3° Conquérir, à l'intérieur des Soviets, une majorité communiste, sûre et consciente.

Plate-forme de l'Internationale Communiste

Les contradictions du système capitaliste mondial, auparavant dissimulées dans son sein, se sont manifestées avec une force inouïe en une formidable explosion : la grande guerre impérialiste mondiale.

Le capitalisme a tenté de surmonter sa propre anarchie en organisant la production. A la place des nombreuses entreprises concurrentes se sont organisées de vastes associations capitalistes (syndicats, cartels, trusts); le capital bancaire s'est uni au capital industriel; toute la vie économique est tombée sous la domination d'une oligarchie financière capitaliste qui, par son organisation sur la base de ce pouvoir, a acquis l'hégémonie. Le monopole supplante la libre concurrence. Le capitaliste isolé se transforme en membre d'une association capitaliste. L'organisation remplace l'anarchie insensée.

Mais, dans la mesure où, dans les différents Etats, les procédés anarchiques de la production capitaliste ont été remplacés par l'organisation capitaliste, les contradictions, la concurrence, l'anarchie, n'ont cessé de s'aggraver dans l'économie mondiale. La lutte entre les plus grands Etats conquérants a conduit, par une nécessité de fer, à la monstrueuse guerre impérialiste. La soif de bénéfices a poussé le capitalisme mondial à la lutte pour la conquête de nouveaux marchés, de nouvelles sphères d'investissement, de nouvelles sources de matières premières et la main-d'œuvre à bon marché des esclaves coloniaux. Les Etats impérialistes qui se sont partagé le monde entier, qui ont transformé des millions de prolétaires et de paysans d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, d'Australie, en bêtes de somme, devaient tôt ou tard révéler dans un conflit gigantesque la nature anarchique du capital.

Ainsi se produisit le plus grand des crimes — la guerre mondiale de brigandage.

Le capitalisme a tenté de surmonter les contradictions de sa structure sociale. La société bourgeoise est une société de classes. Mais le capital des grands Etats « civilisés » s'est efforcé d'étouffer les contradictions sociales. Aux dépens des peuples coloniaux qu'il exploitait, le capital a corrompu ses esclaves salariés, créant une communauté d'intérêts entre les exploiters et les exploités — communauté d'intérêts dirigée contre les colonies opprimées et les peuples coloniaux jaunes, noirs ou rouges; il a enchaîné la classe ouvrière européenne et américaine à la « patrie » impérialiste.

Mais, cette même méthode de corruption permanente, qui servait à alimenter le patriotisme de la classe ouvrière et sa sujétion morale, s'est transformée en son contraire grâce à la guerre. L'extermination, la sujétion totale du prolétariat, le joug monstrueux, l'appauvrissement, la dégénérescence, la faim dans le monde entier — telle fut la dernière rançon de la paix sociale. Et cette paix a fait faillite. La guerre impérialiste s'est transformée en guerre civile.

La nouvelle époque est née : l'époque de la désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur. L'époque de la révolution communiste du prolétariat.

Le système impérialiste croule. Troubles aux colonies, fermentation parmi les petites nationalités jusqu'à présent privées de leur indépendance, insurrections du prolétariat, révolutions prolétariennes victorieuses dans plusieurs pays, décomposition des armées impérialistes, incapacité absolue des classes dirigeantes à diriger dorénavant les destinées

des peuples — tel est le tableau de la situation actuelle dans le monde entier.

L'humanité, dont toute la culture a été dévastée, est menacée de destruction totale. Il n'est plus qu'une force capable de la sauver, et cette force, c'est le prolétariat. L'ancien « ordre » capitaliste n'existe plus. Il ne peut plus exister. Le résultat final du mode de production capitaliste est le chaos — et ce chaos ne peut être vaincu que par la plus grande classe productive : la classe ouvrière. C'est elle qui doit instituer l'ordre véritable, l'ordre communiste. Elle doit briser la domination du capital, rendre les guerres impossibles, effacer les frontières entre les Etats, transformer le monde en une vaste communauté travaillant pour elle-même, réaliser la solidarité fraternelle et la libération des peuples.

Entre temps, contre le prolétariat, le capital mondial s'est armé pour le dernier combat. Sous le couvert de la Société des Nations et des bavardages pacifistes, il tente un dernier effort pour recoller les parties désagrégées du système capitaliste et diriger ses forces contre la révolution prolétarienne montante.

A ce nouveau et immense complot des classes capitalistes, le prolétariat doit répondre par la conquête du pouvoir politique, tourner ce pouvoir contre ses ennemis de classe et s'en servir comme levier pour la transformation économique de la société. La victoire définitive du prolétariat mondial marquera le commencement de l'histoire véritable de l'humanité libérée.

1. La conquête du pouvoir politique

La conquête du pouvoir politique par le prolétariat signifie la destruction du pouvoir politique de la bourgeoisie. L'appareil d'Etat bourgeois avec son armée capitaliste, placée

sous le commandement d'un corps d'officiers bourgeois et de junkers, avec sa police et sa gendarmerie, ses geôliers et ses juges, ses prêtres, ses fonctionnaires, etc., constitue le plus puissant instrument de domination de la bourgeoisie. La conquête du pouvoir politique ne peut consister en un simple changement de personnes dans les ministères, mais signifie la destruction de l'appareil d'Etat ennemi, la prise en mains de la force réelle, le désarmement de la bourgeoisie, du corps d'officiers contre-révolutionnaires, des gardes blancs, l'armement du prolétariat, des soldats révolutionnaires et de la garde rouge ouvrière; la destitution de tous les juges bourgeois et l'organisation des tribunaux prolétariens, la destruction du fonctionnarisme réactionnaire et la création de nouveaux organes d'administration prolétariens. La victoire prolétarienne est assurée par la désorganisation du pouvoir ennemi et l'organisation du pouvoir prolétarien; elle signifie la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois et la construction de l'appareil d'Etat prolétarien. Ce n'est qu'après sa victoire complète, quand le prolétariat aura définitivement brisé la résistance de la bourgeoisie, qu'il pourra obliger ses anciens adversaires à le servir utilement, les amenant progressivement, sous son contrôle, à l'œuvre de construction communiste.

2. Démocratie et dictature

Comme tout Etat, l'Etat prolétarien est un appareil de contrainte et cet appareil est maintenant dirigé contre les ennemis de la classe ouvrière. Sa mission est de briser et de rendre impossible la résistance des exploités qui emploient dans leur lutte désespérée tous les moyens pour étouffer la révolution dans le sang. D'autre part, la dictature du prolétariat qui donne officiellement à la classe ouvrière l'hégémonie dans la société est une institution

provisoire.

Dans la mesure où sera brisée la résistance de la bourgeoisie, où celle-ci sera expropriée et se transformera en une masse laborieuse, la dictature du prolétariat disparaîtra, l'Etat déperira et les classes sociales avec lui.

La prétendue démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise, n'est rien d'autre que la dictature bourgeoise déguisée. La « volonté populaire » tant prônée est une fiction, comme l'unité du peuple. En fait, il n'existe que des classes dont les intérêts antagonistes sont irréductibles. Et comme la bourgeoisie n'est qu'une petite minorité, elle utilise cette fiction, cette prétendue « volonté populaire » nationale, afin d'affermir, sous le couvert de ces belles phrases, sa domination sur la classe ouvrière, et de lui imposer sa volonté de classe. Au contraire, le prolétariat constituant l'énorme majorité de la population, utilise ouvertement la violence de classe de ses organisations de masse, de ses conseils, pour supprimer les privilèges de la bourgeoisie et assurer la transition vers une société communiste sans classes.

L'essence de la démocratie bourgeoise réside dans la reconnaissance purement formelle des droits et des libertés, précisément inaccessibles au prolétariat et aux éléments semi-prolétariens, du fait de leur manque de ressources matérielles, tandis que la bourgeoisie a toutes les possibilités de tirer parti de ses ressources matérielles, de sa presse et de son organisation, pour mentir au peuple et le tromper. Au contraire, l'essence du système des conseils — ce nouveau type de pouvoir d'Etat — consiste en ce que le prolétariat a la possibilité d'assurer dans les faits ses droits et sa liberté. Le pouvoir des conseils remet au peuple les plus beaux palais, les maisons, les typographies, les réserves de papier, etc., pour sa presse, ses

réunions, ses associations. Ce n'est qu'alors que devient possible la véritable démocratie prolétarienne.

Avec son système parlementaire, la démocratie bourgeoise ne donne qu'en paroles le pouvoir aux masses. Les masses et leurs organisations sont en réalité tenues complètement à l'écart et du pouvoir véritable et de la véritable administration de l'Etat. Dans le système des Conseils, les organisations de masse et par elles les masses elles-mêmes gouvernent l'Etat, appelant à administrer un nombre toujours plus grand d'ouvriers; et ce n'est que de cette façon que tout le peuple travailleur est peu à peu appelé à prendre part effectivement au gouvernement de l'Etat. Le système des Conseils s'appuie de la sorte sur les organisations des masses prolétariennes, représentées par les Conseils eux-mêmes, les syndicats révolutionnaires, les coopératives, etc.

La démocratie bourgeoise et le parlementarisme, renforcés par la séparation des pouvoirs législatif et exécutif et l'absence du droit de révoquer les députés, achèvent de séparer les masses de l'Etat. Au contraire, le système des Conseils, par le droit de révocation, par la fusion des pouvoirs législatif et exécutif et par la capacité des Conseils à constituer des collectivités de travail, lie les masses aux organes de l'administration. Ce lien est encore affermi par le fait que, dans le système des Conseils, les élections ne se font pas d'après des subdivisions territoriales artificielles, mais d'après des unités locales de production.

Le système des Conseils rend ainsi possible la véritable démocratie prolétarienne, démocratie pour le prolétariat et à l'intérieur du prolétariat, dirigée contre la bourgeoisie. Dans ce système, la position dominante est assurée au prolétariat industriel, auquel appartient, du fait de sa meilleure organisation et de son plus grand

développement politique, le rôle de classe dirigeante, et dont l'hégémonie permettra au semi-prolétariat et aux paysans pauvres de s'élever progressivement. Ces privilèges temporaires du prolétariat industriel doivent être utilisés pour arracher les masses non possédantes de la petite-bourgeoisie paysanne à l'influence des propriétaires ruraux et de la bourgeoisie, pour les organiser et les appeler à collaborer à la construction communiste.

L'expropriation de la bourgeoisie et la socialisation de la production

La décomposition du système capitaliste et de la discipline capitaliste du travail rendent impossible, étant donné les relations entre les classes, la reconstitution de la production sur les anciennes bases. La lutte des ouvriers pour l'augmentation des salaires, même en cas de succès, n'amène pas l'amélioration espérée des conditions d'existence, l'augmentation du prix des produits de consommation rendant chaque succès illusoire. La lutte énergique des ouvriers pour l'augmentation des salaires dans tous les pays dont la situation est désespérée, par sa puissance élémentaire, par sa tendance à la généralisation, rend impossibles dorénavant les progrès de la production capitaliste. L'amélioration de la condition des ouvriers ne pourra être atteinte que lorsque le prolétariat lui-même s'emparera de la production. Pour élever les forces productives de l'économie, pour briser au plus vite la résistance de la bourgeoisie qui prolonge l'agonie de la vieille société, créant par là même le danger d'une ruine complète de la vie économique, la dictature prolétarienne doit réaliser l'expropriation de la grande bourgeoisie et des hobereaux et faire des moyens de production et

de transport la propriété collective de l'Etat prolétarien.

Le communisme est en train maintenant de naître sur les décombres de la société capitaliste; l'histoire ne laisse pas d'autre issue à l'humanité. Les opportunistes, en retardant la socialisation par leur utopique revendication du rétablissement de l'économie capitaliste, ne font qu'ajourner la solution de la crise et créent la menace d'une ruine totale. La révolution communiste apparaît dans une telle période comme le seul moyen qui permette de sauvegarder la force productive, la plus importante de la société, le prolétariat, et avec lui l'ensemble même de la société.

La dictature prolétarienne n'entraîne aucun partage des moyens de production et de transport. Au contraire, sa tâche est de réaliser une plus grande centralisation des forces productives et de subordonner l'ensemble de la production à un plan unique.

Le premier pas vers la socialisation de toute l'économie comporte nécessairement les mesures suivantes : socialisation des grandes banques qui dirigent maintenant la production; prise en mains par le pouvoir d'Etat prolétarien de tous les organes de l'Etat capitaliste régissant la vie économique; prise en mains de toutes les entreprises communales; socialisation des branches d'industrie trustées ou cartellisées; de même, socialisation des branches d'industrie dont le degré de concentration et de centralisation rend la réalisation techniquement possible; socialisation des propriétés agricoles et leur transformation en entreprises agricoles dirigées par la société.

Quant aux entreprises de moindre importance, le prolétariat doit, en tenant compte de leur dimension, les socialiser petit à petit et les unifier.

Il importe de souligner ici que la petite propriété ne doit pas être expropriée et que les petits propriétaires qui n'exploitent pas le travail salarié ne doivent subir aucune mesure de violence. Cette classe sera peu à peu intégrée dans l'organisation socialiste. L'exemple et la pratique démontreront en effet la supériorité de la nouvelle structure sociale qui libère la classe des petits-paysans et la petite-bourgeoisie urbaine du joug économique des grands capitalistes usuriers, des hobereaux, des impôts excessifs (principalement par suite de l'annulation des dettes d'Etat, etc.).

La tâche de la dictature prolétarienne dans le domaine économique ne peut être réalisée que dans la mesure où le prolétariat saura créer des organes centralisés de direction de la production et réaliser la gestion par les ouvriers eux-mêmes. A cette fin, il devra tirer parti des organisations de masses qui sont le plus étroitement liées au processus de production.

Dans le domaine de la distribution, la dictature prolétarienne doit remplacer le commerce par une juste répartition des produits. Parmi les mesures indispensables indiquées : la socialisation des grandes entreprises commerciales, la prise en mains par le prolétariat de tous les organes de distribution bourgeois étatiques et municipaux; le contrôle des grandes unions coopératives dont l'organisation aura encore, pendant la période de transition, une importance économique considérable; la centralisation progressive de tous ces organes et leur transformation en un système unique de répartition rationnelle des produits.

De même que dans le domaine de la production, dans celui de la distribution il importe d'utiliser tous les techniciens et les spécialistes qualifiés — sitôt que leur résistance dans le domaine politique aura été brisée et qu'ils seront en état

de servir, non plus le capital, mais le nouveau système de production.

Le prolétariat n'a pas l'intention de les opprimer; au contraire, lui seul leur donnera, le premier, la possibilité de développer l'activité créative la plus intense. La dictature prolétarienne remplacera la division du travail physique et intellectuel, propre au capitalisme, par leur union, fusionnant ainsi le travail et la science.

En même temps qu'il expropriera les fabriques, les mines, les propriétés, etc., le prolétariat devra mettre fin à l'exploitation de la population par les capitalistes propriétaires d'immeubles, remettre les grandes habitations aux Conseils ouvriers locaux, installer la population ouvrière dans les appartements bourgeois, etc.

Au cours de cette immense période de transformation, le pouvoir des Conseils doit, d'une part, échafauder un énorme appareil de gouvernement toujours plus centralisé et, d'autre part, appeler à un travail d'administration directe des couches toujours plus nombreuses des masses laborieuses.

Le chemin de la victoire

La période révolutionnaire exige que le prolétariat use d'une méthode de lutte qui concentre toute son énergie, à savoir l'action directe des masses jusque et y compris à sa suite logique, le choc direct, la guerre déclarée avec la machine d'Etat bourgeoise. A ce but doivent être subordonnés tous les autres moyens tels que, par exemple, l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme bourgeois.

Les conditions préliminaires indispensables à cette lutte victorieuse sont : la rupture, non seulement avec les laquais directs du capital et les bourreaux de la révolution communiste — dont les sociaux-démocrates de droite assurent

aujourd'hui le rôle — mais encore la rupture avec le « Centre » (groupe Kautsky), qui, au moment critique, abandonne le prolétariat et lie partie avec ses ennemis déclarés.

D'un autre côté, il est nécessaire de réaliser un bloc avec ces éléments du mouvement ouvrier révolutionnaire qui, bien que n'ayant pas appartenu auparavant au parti socialiste, se placent maintenant dans l'ensemble sur le terrain de la dictature prolétarienne sous la forme du pouvoir des Conseils, c'est-à-dire avec les éléments révolutionnaires du syndicalisme.

La montée du mouvement révolutionnaire dans tous les pays, le danger, pour cette révolution, d'être étouffée par la ligue des Etats bourgeois, les tentatives d'union des partis social-traîtres (formation de l'internationale jaune, à Berne), dans le but de servir basement la ligue de Wilson — et enfin la nécessité absolue pour le prolétariat de coordonner ses efforts — tout cela nous conduit inévitablement à la fondation de l'internationale communiste, véritablement révolutionnaire et véritablement prolétarienne.

L'Internationale, qui subordonnera les intérêts dits nationaux aux intérêts de la révolution mondiale, réalisera ainsi l'entraide des prolétaires des différents pays — car sans cette solidarité économique et autre, le prolétariat ne sera pas capable d'édifier une société nouvelle. D'autre part, contrairement à l'Internationale socialiste jaune, l'Internationale prolétarienne et

communiste soutiendra les peuples exploités des colonies dans leur lutte contre l'impérialisme, afin de hâter l'effondrement final du système impérialiste mondial.

Les brigands capitalistes affirmaient, au début de la guerre mondiale, qu'ils ne faisaient que défendre leur patrie. Mais l'impérialisme allemand devait révéler rapidement sa nature bestiale véritable par la série de ses sanglants forfaits commis en Russie, en Ukraine, en Finlande. Maintenant se démasquent à leur tour, même aux yeux des couches les plus arriérées de la population, les puissances de l'Entente qui pillent le monde entier et assassinent le prolétariat. D'accord avec la bourgeoisie allemande et les social-patriotes, des phrases hypocrites sur la paix aux lèvres, elles s'efforcent d'écraser, au moyen de leurs armes de guerre et de troupes coloniales abruties et barbares, la révolution du prolétariat européen. La terreur blanche des bourgeois-cannibales a été féroce au-delà de toute expression. Les victimes sont innombrables dans les rangs de la classe ouvrière qui a perdu ses meilleurs dirigeants : Liebknecht, Luxemburg.

Le prolétariat doit se défendre à tout prix. L'Internationale communiste appelle le prolétariat mondial à cette lutte décisive. Arme contre arme ! Violence contre violence ! A bas la conspiration impérialiste du capital ! Vive la République internationale des Conseils prolétariens !

Manifeste de l'Internationale Communiste aux prolétaires du monde entier !

Il y a soixante-douze ans, le parti communiste présenta au monde son programme sous forme d'un manifeste écrit par les plus grands prophètes de la Révolution prolétarienne, Karl Marx et Friedrich Engels. A cette époque déjà, le communisme, à peine entré dans sa lutte, était accablé sous les poursuites, les mensonges, la haine et les persécutions des classes possédantes qui devinaient justement en lui leur ennemi mortel. Pendant ces trois quarts de siècle, le développement du communisme a suivi des voies complexes, connaissant tour à tour les tempêtes de l'enthousiasme et les périodes de découragement, les succès et les durs échecs. Mais au fond le mouvement suivit la route tracée par le Manifeste du Parti communiste. L'heure de la lutte finale et décisive est arrivée plus tard que ne l'escomptaient et ne l'espéraient les apôtres de la Révolution sociale. Mais elle est arrivée. Nous, communistes, représentants du prolétariat révolutionnaire des différents pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie, rassemblés à Moscou, capitale de la Russie soviétique, nous nous sentons les héritiers et les continuateurs de l'œuvre dont le programme a été annoncé il y a soixante-douze ans.

Notre tâche est de généraliser l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière, de débarrasser le mouvement des mélanges impurs de l'opportunisme et du social-patriotisme, d'unir les forces de tous les partis vraiment révolutionnaires du prolétariat mondial et par là même de faciliter et de hâter la victoire de la Révolution communiste dans le monde entier.

Aujourd'hui que l'Europe est couverte de débris et de ruines fumantes, les plus coupables des incendiaires s'occupent à rechercher les

responsables de la guerre. Ils sont suivis de leurs laquais, professeurs, parlementaires, journalistes, social-patriotes et autres soutiens politiques de la bourgeoisie.

Au cours d'une longue série d'années, le socialisme a prédit l'inéluctabilité de la guerre impérialiste ; il en a vu les causes dans le désir insatiable du lucre et de la propriété des classes possédantes des deux concurrents principaux et en général de tous les pays capitalistes. Deux ans avant l'explosion, au congrès de Bâle, les chefs socialistes responsables de tous les pays dénonçaient l'impérialisme comme le fauteur de la guerre future. Ils menaçaient la bourgeoisie de déchaîner sur sa tête la Révolution sociale, vengeance du prolétariat contre les crimes du capitalisme.

Maintenant, après une expérience de cinq ans, alors que l'histoire, ayant mis au jour les appétits rapaces de l'Allemagne, dévoile les agissements non moins criminels des Alliés, les socialistes officiels des pays de l'Entente, à la suite de leurs gouvernements, ne cessent de dénoncer dans le kaiser allemand déchu le grand coupable de la guerre. Bien plus, dans leur abjecte servilité, les social-patriotes allemands, qui, en août 1914, faisaient du livre blanc diplomatique du Hohenzollern l'évangile sacré des nations, accusent maintenant à leur tour cette monarchie allemande abattue, dont ils furent les fidèles serviteurs, d'être la cause principale de la guerre. Ils espèrent ainsi à la fois oublier le rôle qu'ils ont joué et gagner l'indulgence des vainqueurs. Mais à côté du rôle joué par les dynasties déchues des Romanov, des Hohenzollern, des Habsbourg et des cliques capitalistes de leurs pays, le rôle des classes

dirigeantes de France, d'Angleterre, d'Italie et des Etats-Unis apparaît dans toute son ampleur criminelle à la lumière des événements accomplis et des révélations diplomatiques.

Jusqu'à l'explosion même de la guerre, la diplomatie anglaise ne leva point son masque mystérieux. Le gouvernement de la City craignait que s'il déclarait catégoriquement son dessein de participer à la guerre aux côtés de l'Entente, le gouvernement de Berlin ne reculât et qu'il n'y eût pas de guerre. C'est pourquoi l'on se conduisit de façon à faire espérer d'une part, à Berlin et à Vienne, la neutralité de l'Angleterre et à permettre, d'autre part, à Paris et à Pétrograd de compter fermement sur l'intervention.

Préparée par la marche de l'histoire pendant plusieurs dizaines d'années, la guerre fut déchaînée par une provocation directe et consciente de la Grande-Bretagne. Le gouvernement de ce pays avait fait le calcul de soutenir la Russie et la France exclusivement dans la mesure nécessaire pour les épuiser en épuisant l'Allemagne, son ennemie mortelle. Mais la puissance du système militaire allemand apparut trop dangereuse et imposa une intervention non plus apparente mais réelle de l'Angleterre.

Le rôle de spectateur souriant, auquel la Grande-Bretagne prétendait par tradition, revint aux Etats-Unis. Le gouvernement de Wilson accepta d'autant plus facilement le blocus anglais, qui diminuait les possibilités de spéculation de la Bourse américaine sur le sang européen, que les puissances de l'Entente dédommagèrent, par de gros bénéfices, la bourgeoisie américaine de cette violation du « droit international ». Cependant l'énorme supériorité militaire de l'Allemagne obligea à son tour le gouvernement de Washington à sortir de l'état de neutralité fictive à l'égard de

l'Europe. Les Etats-Unis se chargèrent de la mission que l'Angleterre avait remplie dans les guerres passées et qu'elle avait essayé de remplir dans la dernière guerre, par rapport au continent : affaiblir un des camps en se servant de l'autre, et ne se mêler des opérations militaires que dans la mesure indispensable pour s'assurer tous les avantages de la situation. L'enjeu exposé de la loterie américaine n'était pas grand, mais il fut le dernier et par là lui assurait le gain.

Les contradictions du régime capitaliste se révélèrent à l'humanité à la suite de la guerre, sous forme de souffrances physiques : la faim, le froid, les maladies épidémiques et une recrudescence de barbarie. Ainsi est jugée sans appel la vieille querelle académique des socialistes sur la théorie de la paupérisation et du passage progressif du capitalisme au socialisme. Les statisticiens et les pontifes de la théorie de l'arrondissement des angles avaient, pendant des dizaines d'années, recherché dans tous les coins du monde des faits réels ou imaginaires capables de démontrer le progrès du bien-être de certains groupes ou catégories de la classe ouvrière. La théorie de la paupérisation des masses était regardée comme enterrée sous les coups de sifflets méprisants des eunuques occupant les tribunes universitaires de la bourgeoisie et des mandarins de l'opportunisme socialiste. Maintenant ce n'est pas seulement la paupérisation sociale, mais un appauvrissement physiologique, biologique, qui se présente à nous dans toute sa réalité hideuse.

La catastrophe de la guerre impérialiste a balayé de fond en comble toutes les conquêtes des batailles syndicalistes et parlementaires. Et pourtant cette guerre est née des tendances internes du capitalisme dans la même mesure que les marchandages économiques ou les compromis parlementaires qu'elle a enterrés

dans le sang et dans la boue.

Le capital financier, après avoir précipité l'humanité dans l'abîme de la guerre, a subi lui-même durant cette guerre une modification catastrophique. L'état de dépendance dans lequel était placé le papier-monnaie vis-à-vis du fondement matériel de la production, a été définitivement rompu. Perdant de plus en plus sa valeur de moyen et de régulateur de l'échange des produits dans le régime capitaliste, le papier-monnaie s'est transformé en instrument de réquisition, de conquête et en général d'oppression militaire et économique.

La dépréciation totale des billets de banque marque la crise mortelle générale qui affecte la circulation des produits dans le régime capitaliste. Si la libre concurrence, comme régulateur de la production et de la répartition, fut remplacée dans les champs principaux de l'économie par le système des trusts et des monopoles, plusieurs dizaines d'années avant la guerre, le cours même de la guerre a arraché le rôle régulateur et directeur aux groupements économiques pour le transmettre directement au pouvoir militaire et gouvernemental. La répartition des matières premières, l'exploitation du naphte de Bakou ou de Roumanie, de la houille du Donetz, du froment d'Ukraine, l'utilisation des locomotives, des wagons et des automobiles d'Allemagne, l'approvisionnement en pain et en viande de l'Europe affamée, toutes ces questions fondamentales de la vie économique du monde ne sont plus réglées par la libre concurrence, ni même par des combinaisons de trusts ou de consortiums nationaux et internationaux. Elles sont tombées sous le joug de la tyrannie militaire pour lui servir de sauvegarde désormais. Si l'absolue sujétion du pouvoir politique au capital financier a conduit l'humanité à la boucherie impérialiste, cette boucherie a permis au capital

financier non seulement de militariser jusqu'au bout l'Etat, mais de se militariser lui-même, de sorte qu'il ne peut plus remplir ses fonctions économiques essentielles que par le fer et par le sang.

Les opportunistes qui, avant la guerre, invitaient les ouvriers à modérer leurs revendications sous prétexte de passer lentement au socialisme, qui, pendant la guerre, l'ont obligé à renoncer à la lutte de classes au nom de l'union sacrée et de la défense nationale, exigent du prolétariat un nouveau sacrifice, cette fois afin de triompher des conséquences effroyables de la guerre. Si de tels prêches pouvaient influencer les masses ouvrières, le développement du capital se poursuivrait en sacrifiant de nombreuses générations, avec des formes nouvelles, encore plus concentrées et plus monstrueuses, avec la perspective fatale d'une nouvelle guerre mondiale. Par bonheur pour l'humanité, cela n'est plus possible.

L'étatisation de la vie économique, contre laquelle protestait tant le libéralisme capitaliste, est un fait accompli. Revenir, non point à la libre concurrence, mais seulement à la domination des trusts, syndicats et autres pieuvres capitalistes, est désormais impossible. La question est uniquement de savoir quel sera désormais celui qui prendra la production étatisée : l'Etat impérialiste ou l'Etat du prolétariat victorieux.

En d'autres termes, l'humanité travailleuse tout entière deviendra-t-elle l'esclave tributaire d'une clique mondiale triomphante qui, sous l'enseigne de la Ligue des Nations, au moyen d'une armée « internationale » et d'une flotte « internationale » pillera et étranglera les uns, entretiendra les autres, mais, toujours et partout, enchaînera le prolétariat, dans le but unique de maintenir sa propre domination ? Ou bien la classe ouvrière d'Europe et des pays les plus

avancés des autres parties du monde s'emparera-t-elle de la vie économique, même désorganisée et détruite, afin d'assurer sa reconstruction sur des bases socialistes ?

Abréger l'époque de crise que nous traversons ne se peut que par les méthodes de la dictature du prolétariat, qui ne regarde pas le passé, qui ne compte ni avec les privilèges héréditaires, ni avec le droit de propriété, qui, ne considérant que la nécessité de sauver les masses affamées, mobilise pour cela tous les moyens et toutes les forces, décrète pour tout le monde l'obligation du travail, institue le régime de la discipline ouvrière, afin de ne pas seulement guérir, en quelques années, les plaies béantes faites par la guerre, mais encore d'élever l'humanité à une hauteur nouvelle et insoupçonnable.

L'Etat national, après avoir donné une impulsion vigoureuse au développement capitaliste, est devenu trop étroit pour l'expansion des forces productives. Ce phénomène a rendu plus difficile la situation des petits Etats encastré au milieu des grandes puissances de l'Europe et du Monde. Ces petits Etats, nés à différentes époques comme des fragments des grands, comme la menue monnaie destinée à payer divers tributs, comme des tampons stratégiques, possèdent leurs dynasties, leurs castes dirigeantes, leurs prétentions impérialistes, leurs filouteries diplomatiques. Leur indépendance illusoire a été basée, jusqu'à la guerre, exactement comme était basé l'équilibre européen sur l'antagonisme des deux camps impérialistes. La guerre a détruit cet équilibre. En donnant d'abord un immense avantage à l'Allemagne, la guerre a obligé les petits Etats à chercher leur salut dans la magnanimité du militarisme allemand. L'Allemagne ayant été vaincue, la bourgeoisie des petits Etats, de concert avec leurs « socialistes » patriotes, s'est retournée pour saluer l'impérialisme triomphant

des Alliés, et dans les articles hypocrites du programme de Wilson elle s'est employée à rechercher les garanties du maintien de son existence indépendante. En même temps, le nombre des petits Etats s'est accru : de la monarchie austro-hongroise, de l'empire des tsars se sont détachés de nouveaux Etats qui, aussitôt nés, se saisissent déjà les uns les autres à la gorge pour des questions de frontière. Les impérialistes Alliés, pendant ce temps, préparent des combinaisons de petites puissances, anciennes et nouvelles, afin de les enchaîner les unes les autres par une haine mutuelle et une faiblesse générale.

Ecrasant et violentant les peuples petits et faibles, les condamnant à la famine et à l'abaissement, de même que, peu de temps auparavant, les impérialistes des empires centraux, les impérialistes alliés ne cessent de parler du droit des nationalités, droits qu'ils foulent aux pieds en Europe et dans le monde entier.

Seule, la Révolution prolétarienne peut garantir aux petits peuples une existence libre, car elle libérera les forces productives de tous les pays des tenailles serrées par les Etats nationaux, en unissant les peuples dans une étroite collaboration économique, conformément à un plan économique commun. Seule, elle donnera aux peuples les plus faibles et les moins nombreux la possibilité d'administrer, avec une liberté et une indépendance absolues, leur culture nationale sans porter le moindre dommage à la vie économique unifiée et centralisée de l'Europe et du monde.

La dernière guerre, qui a été dans une large mesure une guerre pour la conquête des colonies, fut en même temps une guerre faite avec l'aide des colonies. Dans des proportions jusqu'alors inconnues les peuples coloniaux ont été entraînés dans la guerre européenne. Les

Hindous, les Nègres, les Arabes, les Malgaches se sont battus sur la terre d'Europe, au nom de quoi ? Au nom de leurs droits à demeurer plus longtemps esclaves de l'Angleterre et de la France. Jamais encore le spectacle de la malhonnêteté de l'Etat capitaliste dans les colonies n'avait été aussi édifiant ; jamais le problème de l'esclavage colonial n'avait été posé avec une pareille acuité.

De là une série de révoltes ou de mouvements révolutionnaires dans toutes les colonies. En Europe même, l'Irlande a rappelé par de sanglants combats de rues qu'elle était encore et qu'elle avait conscience d'être un pays asservi. A Madagascar, en Annam, en d'autres lieux, les troupes de la république bourgeoise ont eu plus d'une fois, au cours de la guerre, à mater des insurrections d'esclaves coloniaux. Dans l'Inde, le mouvement révolutionnaire n'a pas cessé un seul jour. Il a abouti en ces derniers temps à des grèves ouvrières grandioses, auxquelles le gouvernement britannique a répondu en faisant intervenir à Bombay les automobiles blindées.

Ainsi la question coloniale est posée dans toute son ampleur non seulement sur le tapis vert du congrès des diplomates à Paris, mais dans les colonies mêmes. Le programme de Wilson a pour but, dans l'interprétation la plus favorable, de changer l'étiquette de l'esclavage colonial. L'affranchissement des colonies n'est concevable que s'il s'accomplit en même temps que celui de la classe ouvrière des métropoles. Les ouvriers et les paysans non seulement de l'Annam, d'Algérie ou du Bengale, mais encore de Perse et d'Arménie, ne pourront jouir d'une existence indépendante que le jour où les ouvriers d'Angleterre et de France, après avoir renversé Lloyd George et Clemenceau, prendront entre leurs mains le pouvoir gouvernemental. Dès à présent, dans les colonies les plus développées, la lutte n'est plus

engagée seulement sous le seul étendard de l'affranchissement national, elle prend de suite un caractère social plus ou moins nettement accusé. Si l'Europe capitaliste a entraîné malgré elles les parties les plus arriérées du monde dans le tourbillon des relations capitalistes, l'Europe socialiste à son tour viendra secourir les colonies libérées avec sa technique, son organisation, son influence morale, afin de hâter leur passage à la vie économique régulièrement organisée par le socialisme.

Esclaves coloniaux d'Afrique et d'Asie : l'heure de la dictature prolétarienne en Europe sonnera pour vous comme l'heure de votre délivrance.

Le monde bourgeois tout entier accuse les communistes d'anéantir la liberté et la démocratie politique. Cela est faux. En prenant le pouvoir, le prolétariat ne fait que manifester la complète impossibilité d'appliquer les méthodes de la démocratie bourgeoise et créer les conditions et les formes d'une démocratie ouvrière nouvelle, et plus élevée. Tout le cours du développement capitaliste, en particulier dans la dernière époque impérialiste, a sapé les bases de la démocratie politique, non seulement en divisant les nations en deux classes ennemies irréconciliables, mais encore en condamnant au dépérissement économique et à l'impuissance politique de multiples couches de la petite bourgeoisie et du prolétariat au même titre que les éléments les plus déshérités de ce même prolétariat.

La classe ouvrière des pays où le développement historique l'a permis a utilisé le régime de la démocratie politique pour son organisation contre le capital. Il en sera de même à l'avenir dans les pays où ne sont pas encore réalisées les conditions préliminaires d'une révolution ouvrière. Mais les masses de la population intermédiaire, non seulement dans les villages, mais encore dans les villes, sont

maintenues par le capitalisme loin en arrière, en retard de plusieurs époques sur le développement historique.

Le paysan de Bavière ou de Bade, encore étroitement attaché au clocher de son village, le petit vigneron français ruiné par la falsification des vins des gros capitalistes, le petit fermier américain obéré et trompé par les banquiers et les députés, toutes ces couches sociales, rejetées par le capitalisme loin de la grande route du développement historique, sont conviées sur le papier par le régime de la démocratie politique à participer au gouvernement de l'Etat. En réalité, dans les questions fondamentales dont dépend la destinée des nations, c'est une oligarchie financière qui gouverne dans les coulisses de la démocratie parlementaire. Il en fut ainsi naguère dans la question de la guerre. Il en est ainsi maintenant dans la question de la paix.

Dans la mesure où l'oligarchie financière se donne encore la peine de faire sanctionner ses actes de tyrannie par des votes parlementaires, l'Etat bourgeois se sert, pour atteindre les résultats désirés, de toutes les armes du mensonge, de la démagogie, de la persécution, de la calomnie, de la corruption, de la terreur, que les siècles passés d'esclavage ont mises à sa disposition et qu'ont multipliées les prodiges de la technique capitaliste.

Exiger du prolétariat que dans sa dernière lutte à mort contre le capital il observe pieusement les principes de la démocratie politique, cela équivaldrait à exiger d'un homme qui défend son existence et sa vie contre des brigands qu'il observe les règles artificielles et conventionnelles de la boxe française, instituées par son ennemi et que son ennemi ne s'en serve pas.

Dans le domaine de la dévastation, où non seulement les moyens de production et de

transport, mais encore les institutions de la démocratie politique ne sont plus qu'un amas de débris ensanglantés, le prolétariat est obligé de créer un appareil à lui, qui serve avant tout à conserver la cohésion interne de la classe ouvrière elle-même et qui lui donne la faculté d'intervenir révolutionnairement dans le développement ultérieur de l'humanité. Cet appareil, ce sont les Soviets.

Les anciens partis, les anciennes organisations syndicales se sont manifestés en la personne de leurs chefs, incapables non seulement de décider, mais même de comprendre les problèmes posés par l'époque nouvelle. Le prolétariat a créé un nouveau type d'organisation large, englobant les masses ouvrières indépendamment de la profession et du degré de développement politique, un appareil souple, capable d'un perpétuel renouvellement, d'un perpétuel élargissement, pouvant toujours entraîner dans son orbe des catégories nouvelles et embrasser les couches des travailleurs voisines du prolétariat de la ville et de la campagne. Cette organisation irremplaçable de la classe ouvrière se gouvernant elle-même, luttant et conquérant finalement le pouvoir politique, a été mise dans différents pays à l'épreuve de l'expérience ; elle constitue la conquête et l'arme la plus puissante du prolétariat de notre époque.

Dans tous les pays où les masses travailleuses vivent d'une vie consciente se forment aujourd'hui et se formeront des Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans. Fortifier les Soviets, élever leur autorité, les opposer à l'appareil gouvernemental de la bourgeoisie, voilà quel est maintenant le but essentiel des ouvriers conscients et loyaux de tous les pays. Par le moyen des Soviets, la classe ouvrière peut échapper aux éléments de dissolution qui portent dans son sein les souffrances infernales

de la guerre, de la famine, de la tyrannie des riches avec la trahison de ses anciens chefs. Par le moyen des Soviets, la classe ouvrière, de la manière la plus sûre et la plus facile, peut parvenir au pouvoir dans tous les pays où les Soviets réuniront autour d'eux la majorité des travailleurs. Par le moyen des Soviets, la classe ouvrière, maîtresse du pouvoir, gouvernera tous les domaines de la vie économique et morale du pays, comme cela se passe déjà en Russie.

La débâcle de l'Etat impérialiste, depuis ses formes tsaristes jusqu'aux plus démocratiques, va de pair avec la débâcle du système militaire impérialiste. Les armées de plusieurs millions d'hommes mobilisés par l'impérialisme n'ont pu tenir qu'aussi longtemps que le prolétariat acceptait le joug de la bourgeoisie. La destruction de l'unité nationale signifie la destruction inévitable des armées. C'est ce qui arriva d'abord en Russie, puis en Allemagne et en Autriche. C'est encore ce qu'il faut attendre dans les autres pays impérialistes. La révolte du paysan contre le propriétaire, de l'ouvrier contre le capitaliste, de tous les deux contre la bureaucratie monarchiste ou « démocratique » entraîne inévitablement la révolte des soldats contre les officiers, et ensuite une scission caractérisée entre les éléments prolétaires et bourgeois de l'armée elle-même. La guerre impérialiste opposant les nations aux nations s'est changée et se change de plus en plus en guerre civile opposant les classes aux classes.

Les lamentations du monde bourgeois sur la guerre civile et la terreur rouge constituent la plus monstrueuse hypocrisie qu'ait jamais enregistrée l'histoire des luttes politiques. Il n'y aurait pas de guerre civile si les coteries d'exploiteurs qui ont conduit l'humanité au bord de l'abîme ne s'opposaient pas à toute progression des travailleurs, n'organisaient pas des complots et des meurtres et ne sollicitaient

pas le secours armé de l'étranger pour conserver ou restaurer leurs privilèges usurpés.

La guerre civile est imposée à la classe ouvrière par ses ennemis mortels. Si elle ne veut pas se suicider et renoncer à son avenir qui est l'avenir de toute l'humanité, la classe ouvrière ne peut pas éviter de répondre par des coups aux coups de ses agresseurs. Les partis communistes ne suscitent jamais artificiellement la guerre civile, s'efforcent d'en diminuer autant que possible la durée toutes les fois qu'elle surgit comme une nécessité inéluctable, de réduire au minimum le nombre des victimes, mais par-dessus tout d'assurer le triomphe du prolétariat. De là découle la nécessité de désarmer à temps la bourgeoisie, d'armer les ouvriers, de créer une armée communiste pour défendre le pouvoir du prolétariat et l'inviolabilité de sa construction socialiste. Telle est l'armée rouge de la Russie soviétique qui a surgi et qui s'élève comme le rempart des conquêtes de la classe ouvrière contre toutes les attaques du dedans et du dehors. Une armée soviétique est inséparable d'un Etat soviétique.

Conscients du caractère universel de leur cause, les ouvriers les plus avancés ont tendu, dès les premiers pas du mouvement socialiste organisé, vers une union internationale de ce mouvement. Les bases en furent posées en 1864 à Londres, par la première Internationale. La guerre franco-allemande, dont est née l'Allemagne des Hohenzollern, faucha la première Internationale et en même temps donna des partis ouvriers nationaux. Dès 1889, ces partis se réunissaient en Congrès à Paris et créaient l'organisation de la II^e Internationale. Mais le centre de gravité du mouvement ouvrier était placé entièrement à cette époque sur le terrain national dans le cadre des Etats nationaux, sur la base de l'industrie nationale, dans le domaine du parlementarisme national. Plusieurs dizaines d'années de travail,

d'organisation et de réformes ont créé une génération de chefs dont la majorité acceptaient en paroles le programme de la révolution sociale, mais y ont renoncé en fait, se sont enfoncés dans le réformisme, dans une adaptation servile à la domination bourgeoise. Le caractère opportuniste des partis dirigeants de la II^e Internationale s'est clairement révélé et a conduit au plus immense krach de l'histoire mondiale au moment précis où le cours des événements historiques réclamait des partis de la classe ouvrière des méthodes révolutionnaires de lutte. Si la guerre de 1870 porta un coup à la Première Internationale en découvrant que derrière son programme social et révolutionnaire il n'y avait encore aucune force organisée des masses, la guerre de 1914 a tué la Deuxième Internationale en montrant qu'au-dessus des organisations puissantes des masses ouvrières se tiennent des partis devenus les instruments dociles de la domination bourgeoise.

Ces remarques ne s'appliquent pas seulement aux social-patriotes qui sont passés nettement et ouvertement dans le camp de la bourgeoisie, qui sont devenus ses délégués préférés et ses agents de confiance, les bourreaux les plus sûrs de la classe ouvrière ; elles s'appliquent encore à la tendance centriste, indéterminée et inconsciente, qui tente de restaurer la II^e Internationale, c'est-à-dire de perpétuer l'étroitesse de vues, l'opportunisme, l'impuissance révolutionnaire de ses cercles dirigeants. Le parti indépendant en Allemagne, la majorité actuelle du parti socialiste en France, le parti ouvrier indépendant d'Angleterre et tous les autres groupes semblables essayent en fait de prendre la place qu'occupaient avant la guerre les anciens partis officiels de la II^e Internationale. Ils se présentent comme autrefois avec des idées de compromis et d'unité, paralysant par tous les moyens l'énergie du prolétariat, prolongeant la

crise et multipliant par là les malheurs de l'Europe. La lutte contre le centre socialiste est la conclusion indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme.

Rejetant loin de nous toutes les demi-mesures, les mensonges et la paresse des partis socialistes officiels caducs, nous, communistes, unis dans la III^e Internationale, nous nous reconnaissons les continuateurs directs des efforts et du martyre héroïque acceptés par une longue série de générations révolutionnaires, depuis Babeuf jusqu'à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

Si la première Internationale a prévu le développement à venir et a préparé les voies, si la deuxième Internationale a rassemblé et organisé des millions de prolétaires, la troisième Internationale est l'Internationale de l'action des masses, l'internationale de la réalisation révolutionnaire.

La critique socialiste a suffisamment flagellé l'ordre bourgeois. La tâche du parti communiste international est de renverser cet ordre de choses et d'édifier à sa place le régime socialiste. Nous demandons aux ouvriers et ouvrières de tous les pays de s'unir sous l'étendard du communisme qui est déjà le drapeau des premières grandes victoires prolétariennes de tous les pays. Dans la lutte contre la barbarie impérialiste, contre la monarchie et les classes privilégiées, contre l'Etat bourgeois et la propriété bourgeoise, contre tous les aspects et toutes les formes de l'oppression des classes ou des nations, unissez-vous !

Sous le drapeau des Soviets ouvriers, de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir et la dictature du prolétariat, sous le drapeau de la III^e Internationale, prolétaires de tous les pays, unissez-vous !